



11 place Marcelin Berthelot

75 231 Paris cedex5

**Marché n° 2025- 17**

**Prestations de traiteurs pour le Collège de France**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

## **Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales**

### **1.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations généralistes de traiteur portant sur la fourniture de :

- repas assis /debout (déjeuners et dîners) ;
- buffets ;
- cocktails.

Elles pourront, sur demande expresse du Collège de France, être thématiques. Ces prestations comprennent, outre la fourniture des denrées alimentaires, des prestations accessoires telles que les éventuelles locations de matériel et mobiliers de restauration, art floral, des prestations de conseil, la livraison, le service, la mise à disposition de vaisselle et de matériaux recyclables, l'installation, la remise en place et le traitement des déchets liés à ces prestations.

Le rythme des prestations est lié à la vie de l'établissement et aux actions menées par ses directions, services, chaires et laboratoires. Les prestations se dérouleront tout au long de l'année (y compris samedi, dimanche et jours fériés).

### **1.2 – Références juridiques**

Le présent accord cadre est soumis au Code de la commande publique (ci-après « le CCP »). Il s'agit d'une procédure adaptée en vertu des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

La procédure se tiendra en 2 phases distinctes : Une première phase de remise de dossiers qui seront analysés selon les critères mentionnés au présent Règlement, puis une seconde phase de dégustation d'échantillons remis par les candidats sélectionnés pour cette seconde phase.

### **1.3 – Allotissement**

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot n°	Intitule des lots
1	Prestations de traiteur gamme intermédiaire
2	Prestations de traiteur haut de gamme

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article R. 2113-1 du CCP est de 2.

Les candidatures et les offres seront examinées lot par lot. Les soumissionnaires ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Les lots seront traités par marchés séparés.

### **1.4 - Durée du marché**

Le marché commence à produire ses effets juridiques à compter de la date de notification. Il prendra fin 12 mois après cette date.

Le marché pourra être reconduit jusqu'au 29 janvier 2028 par tacite reconduction, sauf décision de non-reconduction expresse prise par le Collège de France.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'Acheteur notifie sa décision au Titulaire avant la date de fin de validité de l'Accord-cadre avec un préavis minimum de 2 mois.

Dans l'hypothèse où l'Accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme mais ne peuvent excéder 3 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

### 1.5 - Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

### 1.6 – Forme du marché / technique d'achat

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum.

Les montants estimatifs et maximaux de chacun des lots sont les suivants :

	Montant estimatif global	Montant maximum global
Lot 1	600 000 € HT	1 800 000€ HT
Lot 2	240 000 € HT	720 000€ HT

Les montants maximaux correspondent au triple du montant estimatif mentionné dans le règlement de la consultation.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Les lots 1 à 2 de l'accord-cadre sont multi-attributaires. Pour le lot 1 le nombre maximum de titulaires retenus est de 3. Pour le lot 2 le nombre maximum de titulaires retenus est de 2.

### Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, selon les modalités suivantes

La condition d'attribution, avant toute émission définitive d'un bon de commande, est la méthode dite « en cascade » qui consiste à faire appel en priorité aux titulaires les mieux-disants. Dans cette hypothèse, le bénéficiaire contacte le titulaire dont l'offre a été classée en première position. Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, le bénéficiaire pourra s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de six heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les six heures de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de douze heures pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations

### **Modalités de commandes**

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

### **Possibilités de refuser un bon de commande :**

Pour chaque année d'exécution, compte tenu de son carnet de commandes, chaque titulaire pourra refuser des commandes dans les limites suivantes :

- Un premier refus pourra avoir lieu sans explication ;
- Un second refus devra être expliqué par le titulaire concerné ;
- Un troisième refus entraînera l'exclusion du titulaire de l'accord-cadre pour le reste de l'année contractuelle en cours, sauf explication reconnue discrétionnairement comme valable par le Collège de France ;
- Un quatrième refus entraînera automatiquement l'exclusion de l'accord-cadre du titulaire pour le reste de l'année contractuelle en cours.

### **- Mentions à reporter sur les bons de commande :**

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché (2025-17) ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation et l'adresse du service passant la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- l'heure de la livraison ;
- les montants hors taxe et toutes taxes comprises du bon de commande ;
- les quantités livrées ;
- le lieu d'exécution de la prestation (site, adresse, bâtiment, étage, salle).

Seuls les bons de commande signés par un représentant du Collège de France pourront être honorés par le ou les titulaires.

### **Article 2 : Pièces contractuelles du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
  - annexe relative au questionnaire de performance en matière d'insertion des publics rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières ;
  - annexe relative à la clause sociale d'insertion.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le CCAG ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Le cadre de réponse technique RSE.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)/tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les éventuelles Conditions Générales de Vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

### **Article 3 : Délais d'exécution**

#### **3.1 – Durée d'exécution des bons de commande**

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande. Les délais d'exécution et de livraison des commandes sont précisés dans les bons de commande et sont conformes à ceux que le titulaire s'est engagé à respecter au titre de son offre, et dans le cadrage fixé par le CCTP du marché. Ces durées commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Le Collège de France communique au titulaire :

- La date de l'événement et les horaires attendus ;
- Le lieu de l'événement et toutes les précisions nécessaires ;
- Le nombre de convives pour chaque événement (nombre qui pourra varier de plus ou moins 5 % sans frais supplémentaire), ce nombre servira de base pour le devis.

Les délais indiqués ci-dessous sont indicatifs et a minima. Les délais minimums de prévenance pour le pouvoir adjudicateur sont :

- Pour la commande : 24 heures avant l'évènement,
- Pour la confirmation : 12 heures avant l'évènement.

Des ajustements pour l'ajout d'environ 5% de commande supplémentaires pourront être apportés dans un délai minimum de 3 heures avant l'évènement. Exceptionnellement, les délais de prévenance et de confirmation pourront être réduits à 2 heures.

#### **3.2 - Prolongation des délais d'exécution**

Aucune prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée par le pouvoir adjudicateur, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG.

### **Article 4 : Conditions d'exécution des prestations**

Les conditions d'exécution sont détaillées précisément dans le CCTP.

## 4.1 – Remplacement des personnels

### - Remplacement des personnels à l'initiative du titulaire :

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, en cas de modification de son équipe ou de changement de contact, le titulaire doit immédiatement en aviser le bénéficiaire. Il communique impérativement les motifs de ces changements, ainsi que les profils et compétences de l'équipe ou du contact privilégié de remplacement. Il informe le bénéficiaire de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le titulaire doit présenter au bénéficiaire un collaborateur avec un profil équivalent à son offre.

Le bénéficiaire vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Celui-ci désigne alors au bénéficiaire, dans les plus brefs délais, une personne de compétence équivalente.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le bénéficiaire ne le récuse pas dans un délai de 1 jour à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus. Si le bénéficiaire récuse le remplaçant, et par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de ½ jour pour désigner un autre remplaçant et en informer le bénéficiaire.

### - Récusation d'un intervenant à l'initiative du bénéficiaire :

Le bénéficiaire se réserve la possibilité de refuser la poursuite de l'intervention d'un collaborateur du titulaire si les compétences de ce dernier ne correspondent pas aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit mettre à disposition du bénéficiaire un nouvel intervenant d'une compétence conforme aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Ce remplacement devra être effectif dans un délai maximum de 1 jour à compter de la notification écrite adressée au titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations

## 4.2 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage, le transport des fournitures sont effectués dans les conditions des articles 19 et 20 du CCAG-FCS. La conservation des préparations alimentaires relève également de la responsabilité du titulaire.

## 4.3 - Conditions de livraison

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclogistique (ex. vélo cargo) pour le dernier-kilomètre ;
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

Sur le fondement de l'article L. 1431-3 du code des transports, le titulaire estime annuellement la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par le transport mobilisé durant l'exécution du marché et communique à l'acheteur sous format électronique en accès libre et facilement exploitable, au plus tard à la fin de chaque année civile, le tableau-bilan fourni en annexe 2 au présent CCAP « Information GES des prestations de transport mobilisées dans le marché » complété par ses soins. Afin de renseigner le tableau bilan fourni en annexe 2 au présent CCAP, l'acheteur organisera dans les trois mois suivant le début de l'exécution des prestations une réunion avec le titulaire afin de le guider et de l'assister dans la marche à suivre. Tout au long de l'exécution du marché, l'acheteur se tient à la disposition du titulaire en cas de difficulté pour le renseignement du tableau.

En cas de sous-traitance de la prestation de transport, le titulaire exige de ses prestataires la transmission des données nécessaires à la réalisation de ce bilan et renseigne le tableau de manière consolidée pour l'ensemble des prestations réalisées.

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement, etc.).

À cette fin, le titulaire :

- analyse systématiquement la possibilité de regrouper la livraison des commandes d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;
- reprogramme la date de livraison si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais de livraison inscrits à l'Accord-cadre, sous réserve de la validation expresse du bénéficiaire.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

## **Article 5 : Vérifications et admissions**

### **5.1 - Opérations de vérification**

Les opérations de vérification et de contrôle des prestations sont effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le service ordonnateur de la commande au sein du Collège de France au moment de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

La fourniture devra être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bons de livraison correspondant.

Toute fourniture ne correspondant pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur sera refusée et devra être remplacée dans des délais compatibles avec la tenue de l'événement. Elle ne donnera pas lieu à facturation et pourra entraîner l'application de pénalités telles que définies au présent CCAP.

### **5.2 - Opérations d'admission**

Suite aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives, le service ordonnateur de la commande en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur prononcera des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions de l'article 30 du CCAG.

La décision d'admission prononcée à l'issue des opérations de vérification, le jour de la livraison, sera matérialisée par le cachet ou visa apposé par la personne habilitée, sur le bulletin de livraison dont un exemplaire ainsi visé est remis au titulaire ou à son représentant.

Toute défaillance ou retard dans l'exécution des prestations étant le fait des intervenants du titulaire est immédiatement signalé par courriel ou courrier postal au représentant du titulaire afin que celui-ci procède sans délai aux corrections nécessaires. En cas de non-exécution, le Collège de France se réserve le droit de mettre en demeure le titulaire du marché et de lui appliquer les pénalités dues pour non-exécution de sa prestation.

En cas de manquement important, le responsable de la société sera immédiatement convoqué par le Collège de France pour répondre des manquements constatés.

### **5.3 - Inexécution partielle ou totale d'une prestation commandée**

Lorsqu'un bon de commande, signé de l'autorité compétente, ne peut être que partiellement exécuté par le titulaire, ce dernier doit en aviser immédiatement le Collège de France. Le titulaire est tenu de proposer au service demandeur une solution de remplacement.

Sauf impossibilité dûment justifiée et ne résultant pas de son fait, le titulaire assume les frais supplémentaires qui résultent de la modification de la prestation, ou de la nécessité, pour le Collège de France, de recourir à une entreprise tierce. Il déduit de sa facture la différence entre le prix des prestations prévues et celui des prestations effectivement fournies.

### **Article 6 : Garanties financières**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

### **Article 7 : Avance**

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### **Article 8 : Prix du marché**

Forme des prix : Le marché est traité à prix unitaires en application des prix indiqués dans le BPU, dans les limites des montants maximum stipulés dans le présent CCAP.

Contenu des prix : Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations (conditionnement, transport, etc..), les marges pour risque et les marges bénéficiaires, la rémunération forfaitaire du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations sans que la liste en soit exhaustive.

Modalités d'établissement des prix : Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au 1er jour mois de remise des offres (appelé « mois zéro »).



Le présent accord-cadre est passé à prix révisables. Les prix seront révisables à compter de la seconde année à la date anniversaire de la notification du marché.

Modalité de variation des prix : Les prix sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,3 + 0,7 (\ln/\ln_o))$$

Formule dans laquelle :

- P = Prix révisé ;
- Po = Prix initial à l'année n-1 ;
- lo = Indice retenu au mois de remise des offres ;
- ln = dernier indice publié au mois de révision.

L'indice en question est l'indice mensuel des prix agricoles à la production ((IPPAP) - Indice général - Base 100 en 2015 - Données CVS – identifiant 010538794 sur le site de l'INSEE).

Le titulaire est dans l'obligation de faire parvenir sa révision de prix au Collège de France dans un délai d'un mois avant la date anniversaire de la notification du marché par tout moyen pouvant donner date certaine à cette demande. A ce titre, il joindra à sa demande les éléments suivants :

- la formule de calcul incluant le montant des indices utilisés ;
- le coefficient résultant de la révision ;
- Le cas échéant, les nouvelles annexes financières signées en original.

Les anciens prix s'appliqueront si ces conditions ne sont pas respectées. Le Collège de France validera le calcul de la révision proposé dans le mois de réception de ces éléments. Le silence du Collège de France vaudra acceptation de la révision proposée.

Clause de sauvegarde : En cas d'augmentation des prix unitaires selon l'analyse sur un échantillon de prix considéré discrétionnairement comme représentatif par le Collège de France supérieure à 15% par rapport à l'année n – 1, et faute d'accord amiable, le Collège de France se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnisation.

Remises exceptionnelles : Le titulaire peut faire bénéficier le Collège de France de remises exceptionnelles, quelle qu'en soit la dénomination. Cette remise est appliquée au prix HT et identifiée comme telle sur la facture.

Prestations non prévues au BPU : Pour des prestations non prévues initialement dans le BPU mais connexe avec l'objet du marché (exemple : cuisine étrangère...), les titulaires fourniront un devis détaillé sur la base de leur BPU dont les prix y mentionnés serviront de prix de référence. Le Collège de France choisira alors le moins disant. Si aucun devis ne convient, pour des raisons motivées par le Collège de France, ou s'ils sont manifestement excessifs, ou si aucun prestataire ne peut répondre à cette demande, le Collège de France pourra faire appel au prestataire de son choix.

En tout état de cause, quelle que soit la prestation demandée (déjeuners/dîners, cocktail, etc.), le titulaire devra tenir compte de demandes exceptionnelles résultant de risques allergènes, ou de régimes spécifiques qui pourront lui être communiquées (allergie aux produits laitiers, au gluten, etc...)

Conformément à l'article 20.3 du CCAG, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire de l'accord cadre.

#### Article 9 : Processus de passation de commande

Les Directions, Chaires et Laboratoire du Collège de France qui passent commandent suivent le processus suivant :

- Contacter par téléphone le titulaire pour l'informer de la commande à passer ;
- Lui confirmer cette commande par courriel ou fax.

Le titulaire doit :

- Vérifier que tout bon de commande qui arrive par écrit est bien une nouvelle commande et non la confirmation d'une commande ancienne ;
- Valider la commande du Collège de France par retour sur commande ;
- Etablir le devis correspondant à la commande sur la base de l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU) qu'il a complété lors de la remise de son offre.

Les Directions, Chaires et Laboratoire du Collège de France devront alors :

- Confirmer la commande dans un délai maximum de deux semaines du devis au moyen d'un bon de commande qui comportera les mentions suivantes :
  - le nom ou la raison sociale du titulaire ;
  - la date et le numéro du marché ;
  - la date et le numéro du bon de commande ;
  - la désignation et l'adresse du service passant la commande ;
  - l'adresse de facturation ;
  - la nature et la description des prestations à réaliser ;
  - la date d'exécution de la prestation ;
  - l'heure de la livraison ;
  - les montants hors taxe et toutes taxes comprises du bon de commande ;
  - les quantités livrées ;
  - le lieu d'exécution de la prestation (site, adresse, bâtiment, étage, salle).

Le titulaire devra ensuite :

- Prendre contact avec le service émetteur du bon de commande pour résoudre les questions relatives à aux modalités de livraison, l'accessibilité des locaux ou aux conditions particulières d'exécution des prestations ;
- S'assurer que son personnel est formé et qualifié au respect des règles en vigueur (hygiène, sanitaire, etc...) Il veille à la ponctualité, la bonne présentation ainsi que la discrétion de son personnel.

La livraison des prestations est effectuée dans le service qui a passé la commande ou dans le lieu de livraison indiqué par le représentant du Collège de France sur le bon de commande.

**Remarque :** Chaque bon de commande porte un délai de livraison qui correspond à la date et l'heure d'intervention attendue. Le titulaire prend toute mesure nécessaire pour fournir les prestations et les services demandés, dans les délais convenus.

Les fournitures doivent être accompagnées d'un bon de livraison mentionnant au minimum les informations suivantes :

- le nom du titulaire du marché et son adresse,
- la date d'exécution de la prestation et l'heure de livraison,

- la référence de la commande (numéro de commande),
- les caractéristiques essentielles des prestations,
- les quantités livrées,
- le service et le nom de la personne à l'origine de la commande.

## Article 10 : Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la rubrique adresse de facturation figurant sur le bon de commande qui devra être reprise en intégral
- nom et adresse du créancier,
- numéro de son compte bancaire ou postal,
- le numéro d'identification intra- communautaire,
- le numéro SIRET
- le numéro d'engagement juridique
- la date et le numéro du bon de commande,
- numéro du marché
- le montant de la fourniture : prix unitaires et prix total,
- le taux de la TVA et le montant de la TVA,
- le montant de la remise consentie,
- le cas échéant le prix des prestations accessoires,
- la date.

En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG.

### 10.2 - Modalités de paiement

Le paiement se fera selon les règles de la comptabilité publique.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine. Elles devront comporter obligatoirement le numéro de l'accord-cadre. En cas d'erreur d'adressage imputable au titulaire, le Collège de France ne pourra en aucun être tenu responsable du retard de transmission au service concerné. La date de démarrage du délai global de paiement sera alors la date de réception de la demande de paiement par le Collège de France.

Le titulaire devra transmettre ses factures de façon dématérialisée via Chorus Portail Pro. Pour cela, l'identifiant du Collège de France est son numéro de SIRET : 19753480300014.

## Article 11 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

- Si la qualité des prestations prévues ou livrées ne correspond pas aux dispositions du marché concerné, ou que les prestations livrées ne respectent pas les normes en vigueur, le titulaire s'expose à une pénalité de 150 € par type de prestation effectué ;
- Si la quantité des prestations livrées n'est pas respectée selon les dispositions du présent marché, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par type de prestation effectué pour le Collège de France ;
- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la prestation, le titulaire s'expose à une pénalité d'un montant de 150 € par jour ouvré de retard à compter du signalement par écrit au titulaire par le représentant du Collège de France ;
- Le personnel de l'entreprise titulaire du marché doit se présenter sur site dans des vêtements et un comportement appropriés, en cas de non-respect de cette obligation, le titulaire s'expose à une pénalité de 150 € par fait constaté par le représentant du Collège de France.
- En cas d'absence de remise en l'état des locaux ou de remise en l'état partielle des locaux, après prestation, le titulaire s'expose à une pénalité de 150 € par fait constaté.

Toutes ses pénalités s'appliquent sans mise en demeure et sur simple constat, et sauf motif reconnu discrétionnairement comme valable par le Collège de France. Elles seront en principe à déduire de la prochaine facture à payer au titulaire.

## Article 12 : Réfaction des prix

Le Collège de France pourra appliquer des réfections sur le prix lorsqu'il est constaté que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché. Dans ce cas, le Collège de France pourra prononcer une réfaction de prix qui consiste en une réduction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

En l'absence d'élément permettant d'apprécier cette importance, le taux de réfaction sera :

- 5 % du montant hors taxe de la prestation commandé, sur l'aspect « respect des délais ».
- 5 % du montant hors taxe de la prestation commandé, sur l'aspect « respect des quantités ».
- 5 % du montant hors taxe de la prestation commandé, sur l'aspect « respect de la qualité ».
- 5% du montant hors taxe de la prestation commandé, sur l'aspect « respect de la commande (composition, variété) ».

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après avoir permis au titulaire de présenter au Collège de France ses observations sur le motif et le montant de la réfaction. Le titulaire dispose de huit (8) jours calendaires pour transmettre ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la réfaction de prix. La décision de réfaction est indépendante des pénalités prévues au présent CCAP.

## Article 13 : Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général). Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le bénéficiaire se réserve la possibilité de résilier le marché :

- en cas de non-respect des obligations définies à l'article 9.1 du CCTP ;
- dans l'hypothèse d'une carence répétée, le marché est résilié avec effet immédiat.

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

#### Article 14 : Défaillance

En cas de défaillance fautive du titulaire du marché, le Collège de France se réserve le droit de faire exécuter sa commande par une autre entreprise, aux frais et risques du titulaire du marché, si la prestation, de par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire du marché, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement le Collège de France et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de force majeure. S'il refuse de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par le Collège de France, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du Collège, l'application des mesures figurant à l'article 30 du CCAG.

#### Article 15 : Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

#### Article 16 : Langue et différends entre les parties

Le Collège de France exige un interlocuteur francophone unique. Tous les documents, correspondances, demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de litige ou de différends entre les parties, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière et la loi française est la seule applicable.

#### Article 17 : Dérogations au CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé
2	4.1
3.2	13.3
4.2	21
11	14